

que, le niveau d'emploi au Canada et l'administration du gouvernement, je me demande pourquoi on a attendu si longtemps pour la présenter.

Nous attendons l'exposé budgétaire de demain avec appréhension, car comme c'est l'habitude du gouvernement actuel de faire, il y aura, dans ce discours sur le budget, des mesures qui ne seront pas à l'avantage du peuple canadien, si l'on s'en tient aux déclarations que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a faites récemment, alors qu'il annonçait des réductions dans les dépenses du gouvernement. Nous avons lieu d'être inquiets et d'attendre avec appréhension l'exposé budgétaire.

Dans le bill à l'étude, il n'y a rien qui puisse assurer aux contribuables canadiens des jours meilleurs. Le niveau de chômage est très élevé. Les contribuables canadiens manquent de pouvoir d'achat et, par ce bill, on veut leur en enlever davantage.

A mon sens, tous ceux qui sont inquiets de l'administration fiscale actuelle ont raison, parce qu'il n'est plus possible d'épargner, et même l'épargne la plus modeste est taxée. Cette année, on a même exigé du petit épargnant une taxe sur l'intérêt, à compter de \$10, ce qui veut dire qu'on ne peut plus épargner quelques dollars en prévision des mauvais jours.

Voilà une injustice qui frappe encore une fois le pauvre, le petit ouvrier, le petit épargnant, et qui fait la honte du gouvernement actuel. Nous ne pouvons être fiers du présent gouvernement ni des dispositions qu'il nous demande d'étudier ce soir. Pour ma part, je n'ai pas l'intention d'approuver ce bill.

• (9.40 p.m.)

[Traduction]

M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, l'impôt sur le revenu vise chaque foyer canadien. De nos jours, alors que les impôts augmentent constamment, les Canadiens s'alarment. Non seulement les impôts fédéraux battent tous les records mais les provinces engagent aussi de folles dépenses. S'étant fait dire «non» à la table de négociations fédérales, elles regagnent leurs pénates et envisagent les moyens de recueillir des fonds supplémentaires par elles-mêmes. Tout le monde se met de la partie. Ma mise en garde s'adresse aux autorités provinciales autant qu'au ministre des Finances (M. Benson). Les législateurs du Canada à l'échelon municipal, provincial et fédéral devraient discuter ensemble des moyens de supprimer le gaspillage et les folles dépenses aux trois paliers de gouvernement. On devrait incorporer des priorités au régime fiscal parce qu'aucune économie et idéologie au monde ne peut défendre un

régime fiscal qui absorbe plus de la moitié des gains d'un contribuable.

Voyez un peu ce qui se passe en Angleterre. Je remarque que mes amis de gauche déclarent: «Une fois qu'on aura remplacé le gouvernement libéral par un gouvernement socialiste, tout ira bien.» Je leur conseille de lire les journaux. L'expérience socialiste en Angleterre est une farce lugubre, parce que, notre premier ministre (M. Trudeau) le sait bien, le communisme et le socialisme—qui ne sont qu'une seule et même théorie—ou les applications extrêmes de ces théories sociales, ne réussiront simplement pas.

Au cas où quelqu'un m'accuserait de m'en prendre aux communistes, permettez-moi de dire que, dans ses propres écrits, le premier ministre signale clairement que, selon lui, le communisme ou le socialisme ne survivront pas. D'après lui il faut modifier ces théories. Il songe sans doute à ses propres théories politiques. Conscient du fait que le socialisme ne réussirait pas, il s'est joint au parti libéral afin de s'assurer le pouvoir politique nécessaire pour appliquer sa propre version du socialisme. Cela ne marchera pas. Dans la pratique, aucun élément d'aucune théorie socialiste ne réussira. Le 8 février 1933, M. Woodsworth, père spirituel du socialisme au Canada, a dit qu'en définitive il n'y avait aucune différence entre le communisme et le socialisme. La différence tient aux méthodes qu'emploient les partisans de ces idéologies pour atteindre leurs fins. Mais les fins du communisme et du socialisme sont les mêmes.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Qui a dit cela?

M. Bigg: M. Woodsworth a dit cela à la Chambre le 8 février 1933 en répondant à une question posée par un député libéral. Celui-ci lui avait demandé quelle était la différence entre le communisme et le socialisme, ce à quoi M. Woodsworth a répondu que leurs fins étaient les mêmes. On a ensuite demandé...

M. Winch: Le député me permettrait-il une question? Où dans le hansard trouve-t-on cela: à quelle page et sous quelle date?

M. Bigg: Je le dirai au député en temps et lieu.

M. Winch: Le député aurait-il l'obligeance de nous le dire maintenant, puisque nous y sommes?

M. Bigg: Je donnerai la date au député. Il pourra consulter le hansard lui-même. Ne gaspillez pas un bon discours, je vous prie.

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Les fins du communisme et du socialisme sont les mêmes, c'est-à-dire l'étati-